

[Texte]

• 0950

Mr. Leblanc (Laurier): You know what happened on the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs, Mr. Clermont.

Mr. Clermont: Anyhow, put the amount you like.

Mr. Crouse: I would think, in view of the fact that we do not have an agreed price, that we cannot take any action on this at the present time until that price is determined from Mr. Coates and presented to us as a firm price—something that we can discuss, accept or reject.

Mr. McQuaid: Mr. Chairman, would it not be possible for Mr. Cafik to get in touch with this man later on today, and then have a meeting later on? I presume that it is important that we get this report settled.

The Vice-Chairman: It is most important that we get this settled today.

Mr. McQuaid: Could we not contact him later on today and call a special meeting?

An hon. Member: You mean at 4 o'clock or something?

Mr. Lefebvre: Yes, I think that is a pretty good idea; and I would like to add this. We all pretty well agree that, in view of what Mr. Clermont said about his experience on the Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs, which hired a whole raft of experts during their hearings and paid around \$300 a day for a top man . . .

Mr. Clermont: Not for all.

Mr. Lefebvre: . . . If you do not mind, I will finish—paid around \$300 a day for some of the best experts that it could get, then this may go up to \$300 a day. Without passing a resolution here, could this Committee authorize Mr. Cafik, who has been working on this report for a long time—and we do not want to hold it up too long—to the effect that, if he does make a deal with this gentleman, Mr. Coates, or whoever it maybe, if he can get him for \$250, fine, but, if he has to go up to \$300, to carry on those negotiations on our behalf, and then for us to ratify it at a Committee meeting? Would this be agreeable to the Committee?

Mr. McQuaid: I think it would be in the interests of the Committee if we knew before hand just exactly what we are going to have to pay.

Mr. Bigg: Could we not discuss this *in camera*?

Mr. Cafik: Yes, why do we not discuss this *in camera*, Mr. Chairman? Can that be done?

The Vice-Chairman: All right.

Mr. Lefebvre: Could we ask the gentlemen from the press not to publish this, if they do not mind? I think we could get their co-operation.

[Interprétation]

M. Leblanc (Laurier): Vous savez ce qui s'est passé au Comité permanent des Finances, du Commerce et des Affaires économiques, monsieur Clermont.

M. Clermont: Quoi qu'il en soit, fixez le montant que vous voulez.

M. Crouse: Comme on ne s'est mis d'accord sur aucun prix, j'estime que nous ne pouvons pas prendre de décision à ce sujet en ce moment ou du moins jusqu'au moment où M. Coates nous aura fait connaître son prix et nous l'aura présenté comme un prix ferme que nous pourrions discuter, accepter ou rejeter.

M. McQuaid: Monsieur le président, M. Cafik ne pourrait-il contacter cet avocat au cours de la journée; nous pourrions alors avoir une réunion un peu plus tard? Je pense qu'il est important d'en terminer avec ce rapport.

Le vice-président: Il est très important que la question soit réglée aujourd'hui.

M. McQuaid: Ne pourrions-nous pas le contacter un peu plus tard aujourd'hui et convoquer une réunion spéciale?

Une voix: Vous voulez dire vers quatre heures?

M. Lefebvre: Oui, je pense que c'est une très bonne idée et je voudrais y ajouter ceci: nous sommes tous d'accord, étant donné ce qu'a dit M. Clermont de son expérience au Comité permanent des Finances, du Commerce et des Affaires économiques, qui avait engagé toute une série d'experts pour ces audiences, experts qu'il payait environ \$300 par jour lorsqu'il s'agissait de quelqu'un de qualifié . . .

M. Clermont: Pas tous.

M. Lefebvre: Permettez, je voudrais terminer—qu'il payait, je le répète, \$300 par jour pour certains des meilleurs experts qu'il avait pu se procurer, il faut donc prévoir que cela pourrait atteindre \$300 par jour. Sans devoir nécessairement adopter ici une résolution, le Comité pourrait-il autoriser M. Cafik, qui a travaillé pendant longtemps à ce rapport—et nous ne voulons pas faire traîner les choses en longueur—à négocier un accord avec ce monsieur Coates ou un autre. S'il peut s'assurer ses services pour \$250, eh bien, tant mieux, mais s'il faut aller jusqu'à \$300, que M. Cafik poursuive les négociations en notre nom et nous les ratifierons à une réunion du Comité? Le Comité accepterait-il cette solution?

M. McQuaid: Il est de l'intérêt du Comité, me semble-t-il, de connaître exactement la somme qu'il faudra payer.

M. Bigg: Ne pourrions-nous pas en discuter à huis clos?

M. Cafik: Oui, pourquoi ne pas discuter de cela à huis clos, monsieur le président? Est-ce possible?

Le vice-président: D'accord.

M. Lefebvre: Pourrions-nous demander aux représentants de la presse, s'ils le veulent bien, de ne pas publier cela? Je pense que nous pourrions leur demander leur collaboration.